

SUPPORTERRES

**SOLIDAIRES
DANS LE TRAVAIL**

TRIMESTRIEL N°36 • JUIN 2026 • N°D'AGRÈMENT P601176



LE MAGAZINE DE **humundi** RÉDIGÉ PAR SES VOLONTAIRES
SOS FAIM



SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS, SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS

Le travail est au cœur de notre quotidien, de l'actualité, des débats politiques. En Belgique, les grandes grèves et manifestations des deux dernières années ont montré que la défense des droits des travailleur.euse.s peut encore susciter de puissants élans de solidarité et d'entraide. Ces élans n'ont pourtant pas transgressé les frontières comme ce fut le cas autrefois. De la Première Internationale des Travailleurs (1864) aux mouvements paysans de la fin du XX^e siècle, la question du travail a longtemps servi de ferment pour la solidarité internationale et la lutte commune contre les inégalités.

Plusieurs décennies de libéralisation des marchés ont cependant nourri une concurrence sauvage entre producteurs et productrices du monde entier, déforçant de cette manière bon nombre de dynamiques de solidarité. Dans le secteur agricole, toutefois, force est de constater que l'entraide agricole n'est pas morte pour autant. On la voit ressurgir de l'ombre, encore et encore, lorsque la lutte pour la survie requiert de faire front commun face au rouleau-compresseur du néolibéralisme et de la mondialisation. Les exemples récents ne manquent pas : mobilisations européennes contre l'accord UE-Mercosur, protestations des producteurs mexicains contre l'accaparement des ressources, résistance des paysans indiens face aux dérégulations. Et en parallèle, de plus en plus d'agriculteur.rice.s renouent avec des formes d'organisation collectives basées sur l'entraide, comme l'illustre l'exemple des femmes éthiopiennes présenté dans ce numéro.

Mais la vérité est là : les solidarités propres au secteur agricoles ne suffiront pas à assurer un avenir viable pour notre production alimentaire. Plus que jamais, un élan de solidarité des citoyen.ne.s envers celles et ceux qui nous nourrissent est nécessaire. Il est grand temps de s'emparer collectivement des grands défis qui pèsent sur l'agriculture, telles que les difficultés d'accès aux terres pour les futures générations d'agriculteur.rice.s ou la préservation des surfaces cultivables face à la bétonnisation. Il est aussi grand temps de valoriser les multiples fonctions positives que les agriculteurs peuvent jouer dans la société en adoptant des pratiques agroécologiques : préservation des sols et de la biodiversité, offre d'une alimentation saine et locale, entretien de la beauté des paysages, mitigation des inondations et sécheresses, etc.

Face aux deux comptes à rebours qui enserront notre époque - l'effondrement écologique et la montée des inégalités de pouvoir - un mot d'ordre doit donc guider nos pas : faisons renaitre l'entraide et la solidarité de leurs cendres, tant au niveau local qu'international.



NICOLAS BARLA
Coordinateur du Supporterres

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?
Écrivez-moi à : nba@humundi.org

SOMMAIRE

En direct	3
Tu me racontes ta journée de travail ?	
On prend la température	4
Revaloriser la fonction nourricière des paysan-ne:s dans le bassin du Congo	
Voix du sud	6
Plus tard, je serai agriculteur	
En un clic	8
Un agriculteur, une agricultrice, à quoi ça sert en fait ?	
Grand angle	10
Un caillou dans la botte : quand les difficultés d'accès à la terre entravent l'accès à la profession agricole	
Et si, en Ethiopie, les femmes avaient la clé pour travailler et exister pleinement ?	
Focus	14
Pour Rosa, jeune victime belge du réchauffement climatique	
Notre regard sur	15
Raviver la solidarité internationale entre travailleur.euse.s ?	
Envie d'aller plus loin ?	16

Humundi asbl

Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1
www.humundi.org

Éditeur Responsable

Benoît de Waegeneer
Design Studio Treize
Cover Maurine Larcher © Humundi

Réalisé avec le soutien de



Belgique
partenaire du développement

S/2026/6864/36



TU ME RAÇONTES TA JOURNÉE DE TRAVAIL ?



ISABEL
(Huatulco,
Oaxaca, Mexique)

Je me suis levée à 6h30 pour réveiller les enfants et préparer le déjeuner. A 8h, j'ai démarré pour me rendre avec les autres femmes jusqu'à nos champs. Le mien fait 3,5 hectares. Je ne m'y rends qu'avec les femmes parce que si j'emmène mon mari, je dois lui cuisiner quelque chose de chaud sur place. Entre femmes, on mange plus rapidement et on s'entraide.

J'ai travaillé sur le champ pendant 8h environ, puis je suis rentrée à la maison vers 17h pour préparer le repas pendant que ma fille faisait la vaisselle et la lessive. Je suis ensuite allée voir les animaux, tandis qu'elle collectait les oeufs. A 18h, j'ai fait un tour pour aller chercher du bois et j'ai donné de l'eau aux abeilles, puis je suis passée sur mon autre champ où je cultive du maïs.

J'étais de retour à 19h pour souper et passer un peu de temps avec la famille. Puis jusqu'à 23h, j'ai mis du miel en bouteille et j'ai préparé du sirop pour la toux et de l'extrait de propolis. A minuit, j'étais au lit.



CARLOS
(San José Cuajinicuil,
Oaxaca, Mexique)

A 5h, j'ai commencé ma journée en faisant un peu de ménage et en arrosant les plantes. Puis à 6h, je suis parti au champ pour débroussailler et nettoyer la parcelle afin de pouvoir semer le maïs.

A midi, je suis rentré à la maison pour manger et me reposer jusqu'à 15h. Je suis ensuite retourné au champ pour m'occuper des cultures. Le maïs indigène demande beaucoup de travail, notamment pour lutter contre les ravageurs et les rongeurs. Je le cultive de manière agroécologique, mais j'utilise quand même des herbicides chimiques.

A 18h, je suis retourné à la maison pour manger, me reposer, jouer avec mes petits enfants et m'occuper de ma famille.

Propos recueillis par
MARIE-PIERRE SMETS
Tierra Viva



On prend la température



© Jessica Hiltout

Bassin du Congo



DES CHIFFRES QUI FONT RÉFLÉCHIR :

DANS LE BASSIN DU CONGO, L'AGRICULTURE EMPLOIE ENTRE **55 ET 70%** DE LA POPULATION ACTIVE.

LE CAMEROUN IMPORTE **1,5** MILLIARDS D'EUROS D'ALIMENTS CHAQUE ANNÉE.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO EST L'UN DES PAYS LES PLUS RICHES EN MINÉRAIS ET TERRES FERTILES DU MONDE. POURTANT, PRÈS DE **30%** DE SA POPULATION FAIT FACE À UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUE.

REVALORISER LA FONCTION NOURRICIÈRE DES PAYSAN-NE-S DANS LE BASSIN DU CONGO

Pour sortir de l'ornière déprimante de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans laquelle il est aujourd'hui ancré, le bassin du Congo dispose de nombreux atouts. L'un des plus déterminants est sans doute la force de celles et ceux qui le cultivent. Mais encore faut-il qu'ils et elles bénéficient d'un cadre propice à leurs activités agricoles en étant pleinement reconnus, promus, protégés et accompagnés au quotidien.

Une terre fertile qui peine à nourrir les siens

La nature du bassin du Congo (République Démocratique du Congo, République du Congo, Cameroun, République centrafricaine, Gabon et Guinée Equatoriale) offre tout ce qu'il faut pour développer une agriculture productive : des terres fertiles, des ressources hydriques, un climat très favorable à l'agriculture, une forte biodiversité, une abondante main d'œuvre paysanne. Les paysan-ne-s, nombreux et braves, produisent au quotidien. Pourtant, la population se nourrit davantage d'aliments importés que de ceux cultivés localement. Et plus curieux encore : les six pays du bassin figurent régulièrement en tête des statistiques que la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF publient chaque année sur l'état de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le monde.

Produire pour vendre, acheter pour manger

Ces deux paradoxes peuvent s'expliquer, du moins partiellement, en prenant l'exemple d'un petit éleveur du territoire de Nyiragongo, au nord de Goma (République Démocratique du Congo). Notre petit éleveur dispose d'un cheptel de 300 poulets de chair. Ne bénéficiant d'aucune subvention ni d'aucun accompagnement technique ou financier public, il conduit son poulailler avec les moyens du bord. Au bout de 55 jours d'un travail harassant, ses poulets atteignent enfin une moyenne de 2 kg. Coût de production : 5 USD l'unité. Il brave alors une route en piteux état pour vendre ses poulets au marché de Birere, dans la ville de Goma. Mais il s'y retrouve face à des grossistes de poulets de chair importés des pays voisins ou plus lointains. Et tenez vous bien : les grossistes vendent leurs poulets de 2 kg à 4 USD l'unité seulement. Notre petit éleveur est stupéfait. Il ne comprend pas par quelle magie ses concurrents peuvent vendre ces poulets à un prix si bas. Il ne pourra le comprendre tant qu'il ignore que le fournisseur de ses concurrents dispose, à des milliers de kilomètres de Goma, d'une ferme modernisée ; qu'il bénéficie de fortes subventions de son État et qu'il accède très facilement aux moyens de production (des souches génétiques améliorées de poulets, des provendes, des facilités en matière de transport et d'exportation, etc.). Or, sur le marché de Birere, les habitants, dont le pouvoir d'achat est très faible, doivent choisir entre le poulet de notre petit producteur local et celui de ses concurrents industriels. Leur choix est facile à imaginer.

Passer d'un marché prédateur à un marché partenarial

Vue à travers le prisme du petit éleveur de Nyiragongo, la fresque d'un bassin du Congo richissime mais ploquant sous une permanente insécurité alimentaire et nutritionnelle se dévoile en partie. En fait, les défis de notre petit

éleveur sont d'une brutalité bouleversante : il ne perçoit pas la moindre subvention, n'accède aux moyens de production qu'à la sueur de son front et se fait écraser sur son propre marché local, qu'il découvre, impuissant, comme « un marché prédateur ».

Décrire ainsi ces défis présente un avantage : nous montrer clairement sur quels leviers il convient de s'appuyer pour changer la donne. Ces leviers vont du soutien financier des efforts des agriculteur-trices à la promotion de leur travail, en passant par le développement des filières locales (la production, la transformation et commercialisation des produits). Une politique à la fois douce et encourageante envers les petits producteurs locaux et exigeante envers les importations et les grands producteurs créerait sans doute un rapport des forces plus équilibré. Les importateurs et les grands producteurs gagneraient alors à collaborer avec les petits producteurs locaux plutôt qu'à les écraser. C'est ce qui s'est passé au Nigeria durant la dernière décennie, où les restrictions d'importation de riz, combinées à des programmes publics de soutien à la filière, ont contribué à une hausse de la production nationale de riz et à un meilleur accès au marché pour de nombreux petits producteurs.

Un impératif de dignité, d'autonomie et de durabilité

On ne peut donc revaloriser la fonction nourricière des paysan-ne-s dans le bassin du Congo sans transformer ce marché prédateur en un marché partenarial. Cela implique de laisser aux paysan-ne-s la latitude de décider de leurs modes de production et de leurs circuits de commercialisation. Mais cela nécessite aussi de leur garantir les conditions nécessaires pour vivre décemment de leur travail et de faire en sorte que la production locale ne soit plus sacrifiée sur l'autel de la concurrence déloyale. Il ne s'agit pas là seulement d'une nécessité pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle du bassin du Congo. Il s'agit d'un impératif de dignité, d'autonomie et de durabilité. D'abord, parce que nous parlons d'un bassin du Congo dont la majorité des habitant-e-s sont paysan-ne-s. Ensuite, parce que le bassin du Congo ne sera jamais mieux (et aussi durablement) nourri que par lui-même.

ARSÈNE NTAMUSIGE
Volontaire



PLUS TARD, JE SERAI AGRICULTEUR

Bonjour à tous les deux ! Quel est votre parcours et que faites-vous actuellement ?

Dylan Fogué (Cameroun) : J'ai commencé mes études par un baccalauréat en économie et des études en comptabilité et gestion d'entreprise. Mais je n'étais pas très à l'aise, je savais que je n'étais pas à ma place. J'ai donc fait le concours pour rentrer à la faculté d'agronomie et des sciences agricoles, à l'université de Dschang, à l'ouest du Cameroun. C'est la plus grande université d'agronomie d'Afrique centrale. Actuellement, je suis en Master 2. Et j'ai aussi créé deux petites entreprises : un groupement paysan qui produit des cultures maraîchères et les commercialise dans les grandes surfaces et une entreprise qui produit et vend un engrais naturel, local et alternatif aux produits traditionnels qui sont devenus extrêmement chers au Cameroun.

Romain Ruykens (Belgique) : J'étudie actuellement à la haute école Condorcet d'Ath en première année d'un bachelier en agronomie. Mais j'ai commencé à m'orienter vers les sciences agronomiques dès la fin de mes secondaires, puisque j'ai fait ma 5^e et ma 6^e année à l'École Provinciale d'Agronomie et des Sciences de Ciney (EPASC). J'ai opté pour ce choix d'études parce que depuis que je suis petit, je travaille à la ferme, en famille, pendant les vacances.

Comment avez-vous su que vous vouliez travailler dans l'agriculture ?

Dylan : Le choix de l'agriculture, pour moi, il est tout simple. En Afrique, malheureusement, on a faim. L'agriculture, c'est pouvoir nourrir les gens. C'est un moyen pour moi d'être vraiment utile à ma communauté. Et comme en plus j'aime la nature, le calme, le vert, les plantes, ça m'a semblé évident.

Romain : Grâce à mon papa, qui dirige une exploitation familiale, j'ai été très tôt en contact avec le monde agricole en allant régulièrement à la ferme. Ce qui m'a donné envie de continuer dans cette voie, c'est le moment où j'ai commencé à avoir de vraies responsabilités. Participer aux tâches quotidiennes, comme donner à manger aux vaches, aller dans les champs, assister et même être acteur de certains vêlages. Tout ça m'a confirmé mon envie de devenir agriculteur. Et petit à petit, l'agriculture est devenue une passion. J'apprécie particulièrement le contact avec les animaux et le travail dans les champs, ou le fait de pouvoir suivre l'évolution du travail au fil des saisons. Ce qui me donne le plus envie dans ce métier, ce sont les défis du quotidien qu'un agriculteur doit relever, comme produire localement, travailler de façon respectueuse pour l'environnement et trouver un réel épanouissement dans son travail.



DYLAN FOGUÉ

Cameroun



ROMAIN RUYKENS

Belgique

En Belgique ou en Afrique, le métier d'agriculteur fait rêver des jeunes. Dylan, jeune Camerounais ambitieux, et Romain, étudiant belge en agronomie, partagent un même idéal : celui de l'agriculteur comme pilier essentiel de la société. Loin des clichés d'une profession en déclin, ils peignent le portrait d'une vocation noble et essentielle, qui se marie au plaisir de la nature.



OPHÉLIE MICHELET

Volontaire

Comment imaginez-vous votre métier dans 10 ans ou 20 ans ?

Dylan : Dans 10 ans, je me vois soit membre actif, soit créateur d'une grande association d'agriculteurs qui fournit des emplois, nourrit la population et donne une réelle directive à l'agriculture dans la région ou dans le pays. Tout seul, on ne peut pas avoir autant d'impact. Au Cameroun et dans d'autres pays africains, nous avons un tissu agricole très décousu : nous n'avons pas de maille, nous ne sommes pas réunis, et c'est pourquoi il y a plein de choses que nous ne pouvons pas faire ou qui nous bloquent dans notre quotidien. Or, il est important que chacun puisse transmettre aux autres ses savoirs, son expérience, ses compétences. C'est en travaillant ensemble, main dans la main, qu'on peut faire évoluer les choses.

Romain : En me basant sur mon expérience, je pense que le métier d'agriculteur ne changera pas fondamentalement. Il y aura certainement des évolutions, notamment au niveau du matériel utilisé et des techniques, mais l'objectif principal de l'agriculteur restera le même. L'agriculture a aussi un rôle important à jouer face aux crises actuelles, notamment les problèmes climatiques et environnementaux. On utilisera des pratiques plus agroécologiques pour produire plus et plus sainement.

Pour vous, être agriculteur, ça veut dire quoi ?

Dylan : Pour moi, être agriculteur, c'est être utile à la société. C'est un métier essentiel, un des plus importants au monde.

Romain : Pour moi, être agriculteur, c'est être un acteur du futur. C'est un métier qui consiste à transmettre des valeurs importantes comme la culture du sol et l'élevage, tout en s'adaptant aux changements et aux défis de demain. Être agriculteur, c'est aussi se préoccuper de l'environnement dans lequel on vit et essayer de le respecter au maximum. C'est aussi prendre soin de ses animaux avec passion, car ils font partie intégrante de notre quotidien. Pour moi, un agriculteur reste avant tout un humain comme les autres, avec ses difficultés et ses responsabilités, mais qui s'engage pleinement dans son travail et dans ce qu'il transmet aux générations futures. Même si la vie en tant qu'agriculteur est dure, le plus important, c'est de pouvoir s'épanouir dans son travail pour ne pas se laisser envahir par la charge mentale. Être agriculteur, c'est finalement chercher un équilibre entre le travail, la nature et soi-même.



AMÉNAGER
LE TERRITOIRE ET ENTRETENIR
LA BEAUTÉ DES PAYSAGES

J'entretiens une partie importante du territoire rural par la gestion des prairies et la plantation de haies et d'arbustes. Mon activité est un rempart face aux modifications artificielles des sols et à la fragmentation des habitats naturels. Par ailleurs, les différentes composantes de ma ferme agroécologique (pâturages, cultures, vergers) contribuent à la beauté et l'harmonie des paysages.



PROPOSER
DES PRODUITS SAINS
ET DIVERSIFIÉS

Respectueuses de l'environnement, mes pratiques agroécologiques préservent la qualité des aliments qui nous apportent tous les nutriments dont nous avons besoin. En cultivant des produits variés sans engrais et pesticides de synthèse, je garantis une alimentation saine et durable pour tou.te.s les mangeur.euse.s.



**UN AGRICULTEUR
UNE AGRICULTEUR
À QUOI ÇA SERT
EN FA...**



PRÉSERVER
LES RESSOURCES NATURELLES
ET LA BIODIVERSITÉ

Les pratiques agroécologiques que j'emploie permettent de préserver les ressources naturelles essentielles à la survie de nos écosystèmes. Les haies, prairies et zones humides que je mets en place sont de parfaits endroits pour nombre d'espèces animales et végétales.



PRÉVENIR
LES INONDATIONS ET TEMPÉRER
L'IMPACT DES SÉCHERESSES

Par la mise en œuvre de pratiques agroécologiques qui favorisent l'infiltration naturelle de l'eau dans les sols, je réduis les risques de dégradation des terres et donc d'inondations. Grâce aux arbres que je plante, je crée également des zones plus humides et ombragées afin de lutter contre les vagues de chaleur. En maintenant une végétation vivante sur le sol tout au long de l'année, je réduis l'impact des anomalies climatiques et renforce la résilience du sol.



GARANTIR
NOTRE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

En ajustant progressivement mes pratiques, je cultive en fonction de mes besoins économiques et environnementaux. Je renforce la résilience de mon alimentation. Ainsi, je contribue à une alimentation saine, durable et indépendante économiquement.

En tant qu'agriculteur.rice engagé.e dans l'agroécologie, je remplis vos assiettes avec des produits sains et savoureux. Mais je rends aussi plein d'autres services essentiels à la société qui méritent d'être reconnus et valorisés, comme par exemple :

CULTEUR,
CULTRICE,
ÇA SERT
AIT ?



FAVORISER L'INSERTION SOCIALE

Dans le cadre de certains projets, l'agriculture sociale que je mets en place permet d'accueillir un public fragilisé (personnes précarisées, jeunes désorientés, immigrés, etc.) en recherche d'une activité professionnelle qui a du sens.

RENFORCER LA COHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ

En vendant mes produits à une communauté locale de mangeuses et mangeurs, je favorise l'échange et la proximité. Cela renforce le lien social entre le secteur agricole et les habitant.e.s de la région. Ainsi, la valeur de mon métier est reconnue par la société qui comprend mieux ses particularités et ses bienfaits.



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Ma ferme crée de l'emploi local et porteur de sens, ce qui dynamise la zone dans laquelle je suis installé.e. En vendant en circuit-court, je protège également mes client.e.s et mes travailleur.euse.s des fluctuations du prix du marché mondial.



ASSURER LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE ET LES SAVOIR-FAIRE LOCAUX

Fortement liée au territoire, mon activité valorise les savoir-faire locaux et contribue à relier les citoyen.nes à leur environnement. Mon travail préserve la connaissance des multiples façons de cultiver et encourage des modes de vie plus durables.



ANTIR ÉCURITÉ NTAIRE

essivement ce que
tion des imprévus
nvironnementaux,
cience du système
je garantis l'accès
on de proximité,
de l'incertitude
mique.

ALICE GENGLER
Volontaire

UN GAILLOU DANS LA BOTTE : QUAND LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À LA TERRE ENTRAVENT L'ACCÈS À LA PROFESSION AGRICOLE



Plus de 8.000 exploitations sur les 12.500 que compte la région wallonne devront être remises à un successeur dans les 5 à 10 prochaines années. Et pourtant, le métier d'agriculteur devient de plus en plus difficile d'accès en raison de nombreux obstacles, dont la difficulté de trouver des terres cultivables à un prix abordable. Or, le renouvellement générationnel des agriculteurs et agricultrices est devenu un enjeu crucial pour assurer notre production agricole et garantir notre sécurité alimentaire. Et ça, ça concerne tout le monde !

Le métier d'agriculteur en danger

Aujourd'hui en Wallonie, 68 % des agriculteur-ice-s ont plus de 50 ans, mais seulement 20 % ont pensé avoir trouvé un successeur. Le problème ? Le secteur fait face à une précarité économique : des revenus bas et instables impactés par la haute volatilité des prix, des aléas climatiques et des crises géopolitiques. De surcroît, l'accès à la terre et les investissements (machines, bâtiments, infrastructures) coûtent de plus en plus cher.

En Belgique, il n'y a pas de violence extrême ou de génocides autour de la question des terres, comme c'est le cas au Brésil, au Rwanda, en Colombie ou en Palestine. Mais si on ne fait rien, on assistera à une mort lente et insidieuse de la population agricole. En 2024, le prix moyen de l'hectare en Wallonie se situait à 41.128 €, soit une hausse de 51 % par rapport à 2017 tout à fait déconnectée de la rentabilité réelle de nos exploitations agricoles. Sur les terres les plus fertiles dans le bassin limoneux, les prix peuvent même atteindre 70.000 €/ha, classant ainsi la Belgique comme deuxième pays le plus cher de l'Union européenne. Pour une ferme de taille moyenne en Wallonie, on parle ainsi d'un investissement de départ de 2,4 millions d'euros, sans compter les intérêts des prêts pour les machines et les bâtiments. Un budget tout simplement impossible à rembourser sur une carrière de 40 ans.

Il nous manque donc un cadre politique fort pour réguler le marché des terres agricoles. Celles-ci sont prises en étau entre différentes pressions : l'artificialisation des terres, l'agrandissement des zones résidentielles et industrielles, la compétition avec des activités non nourricières et plus rentables (ex : production de biocarburants, de sapins, parcs photovoltaïques, manèges de chevaux) et enfin, la spéculation, la terre étant perçue comme une valeur refuge du capital. C'est ce qui explique que 45 % des acheteurs de terres agricoles ne sont pas agriculteurs.

Un petit coup de pouce pour les jeunes agriculteur-ice-s ?

Au regard de ces difficultés, la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne consacre une partie de son budget à l'aide à l'installation et à l'accompagnement des jeunes agriculteur-ice-s de moins de 41 ans. Cette aide prévoit un accompagnement financier de départ de 70.000 €, des aides à l'investissement et un complément de revenus sur les 100 premiers hectares durant 5 ans. Mais sans régulation des prix des terres, ces aides à l'installation ne suffiront pas. Elles peuvent au contraire faire indirectement monter les prix sur le marché.

Le risque est donc de voir notre système agricole européen évoluer d'un modèle familial multifonctionnel vers un modèle agro-industriel dominé par des actionnaires qui cherchent à maximiser le retour sur investissement et qui recourt à de la main-d'œuvre salariale saisonnière et précaire. On parle donc ici d'une barrière supplémentaire à la transition agroécologique : dans un monde où les terres agricoles sont trop chères, il est par exemple impossible d'élever un troupeau sur des grandes étendues de prairies. Il faut au contraire enfermer les animaux dans les fermes et importer les fourrages d'autres pays, ce qui augmente notre dépendance alimentaire et nous fragilise en situation de crise.

Pourtant, face à l'absence de régulation publique, agriculteur-ice-s et citoyen-ne-s ne restent pas les bras croisés. L'association Terre-en-vue propose par exemple un modèle coopératif où les citoyens achètent collectivement des terres et les louent à des agriculteurs agroécologiques, soustrayant ainsi ces terres à la spéculation. D'autres organisations comme la FUGEA, FIAN et ECVC font du plaidoyer actif pour réguler les marchés agricoles et fonciers. Enfin, une initiative politique à saluer : la Ministre de l'Agriculture Anne-Catherine Dalcq a lancé des groupes de travail sur la stratégie foncière afin de réfléchir à des pistes d'action au niveau régional, dont les aboutissements sont attendus pour 2027. De petites avancées qui nous rappellent que la terre est l'un des fondements de notre souveraineté alimentaire - et que ce qui en est fait nous concerne toutes et tous !

PAULINE BOTQUIN
Volontaire



ET SI, EN ETHIOPIE, LES FEMMES AVAIENT LA CLE POUR TRAVAILLER ET EXISTER PLEINEMENT ?



Elles cultivent des légumes derrière leur maison, vendent des céréales sur les marchés locaux ou élèvent quelques volailles pour compléter les revenus du foyer. Pourtant, leur travail reste souvent invisible. Dans de nombreuses régions rurales, les femmes portent une part essentielle de l'économie agricole, sans reconnaissance ni accès aux ressources. En Éthiopie, l'organisation WISE a donc fait le pari de changer cette réalité grâce à un levier simple mais puissant : la solidarité entre femmes.

Le collectif comme porte d'entrée vers le financement

Fondée en 1997 par Mme Tsigie, WISE est une organisation qui accompagne des femmes en situation de précarité vers l'autonomie économique grâce à des formations et à des coopératives d'épargne et de crédit. Dans certaines régions rurales, les femmes se regroupent en petits collectifs afin d'épargner ensemble et d'accéder à des prêts pour développer des activités agricoles : culture de légumes, élevage de volailles ou transformation de produits locaux.

Au sein de ces collectifs, pour obtenir un prêt, pas de garanties impossibles à fournir. La confiance circule entre les membres du groupe, qui se soutiennent mutuellement. Pour beaucoup, c'est une première. « Elles n'avaient jamais épargné ni contracté de prêt auparavant », explique Mme Tsigie. L'accès au crédit permet ainsi d'investir dans des moyens de production, mais aussi de faire face aux imprévus. Maladie, maternité ou mauvaise récolte peuvent fragiliser une activité. Mais grâce au collectif, les femmes disposent d'un filet de sécurité qui leur évite de repartir de zéro.

Apprendre pour transformer son travail

L'accès au crédit n'est qu'un point de départ. Le cœur du modèle repose aussi sur la formation : gestion, production, compréhension du marché. Grâce à l'accompagnement de WISE, les femmes acquièrent progressivement des compétences qui transforment leur manière de travailler. « Le plus important, c'est le renforcement des connaissances, des compétences, mais aussi le changement d'attitude », souligne Mme Tsigie. Le travail agricole cesse d'être une simple réponse aux besoins quotidiens pour devenir une activité pensée et organisée. Certaines investissent dans du matériel pour alléger la pénibilité, d'autres diversifient leurs revenus ou transforment leurs produits pour mieux les vendre. Le travail gagne en efficacité, en stabilité et surtout en valeur.

Des revenus qui modifient les équilibres

Quand les revenus des femmes augmentent, les dynamiques évoluent. Les femmes prennent davantage part aux décisions du foyer, investissent dans l'éducation des enfants et améliorent les conditions de vie. Dans certaines familles, ces revenus permettent d'éviter de vendre les récoltes en urgence après une mauvaise saison. Et ces changements dépassent la sphère économique, car le rôle des femmes devient plus visible et reconnu au sein des familles et des communautés.

Les avancées restent pourtant fragiles. Beaucoup de femmes cumulent encore activités agricoles, tâches ménagères et responsabilités familiales, passant des champs à la cuisine ou à la collecte de l'eau. « Le travail du care et le travail domestique ne sont pas valorisés », rappelle Mme Tsigie. Pour répondre à cela, l'accompagnement ne se limite pas au soutien économique personnel. Il implique aussi les familles, notamment les hommes, afin de favoriser un partage plus équilibré des responsabilités.

Valoriser des compétences déjà présentes

L'un des principes forts de l'approche de WISE est de partir des ressources que les femmes possèdent déjà. Pour certaines, cela commence par quelques légumes cultivés derrière la maison ou par la vente de produits issus des récoltes familiales. « Chacune a quelque chose sur quoi elle peut s'appuyer », insiste Mme Tsigie. L'objectif est alors de transformer ce potentiel en activité viable. Ce changement de regard redonne confiance, dignité et reconnaissance à un travail longtemps invisibilisé.

Et si c'était ça, la clé ?

Au fil des années, les coopératives soutenues par WISE gagnent ainsi en autonomie. Elles continuent d'exister, de prêter et d'épargner sans dépendre entièrement d'un soutien extérieur. Le modèle repose sur un équilibre entre solidarité, apprentissage et responsabilisation. Dans un contexte de crise climatique et de précarité croissante, cette approche dépasse largement le cadre local et pose une question simple : et si cette solidarité devenait une manière de repenser le travail et l'accès aux ressources pour les femmes, ici comme ailleurs ?

ERIKA FAILLACI
Volontaire





POUR ROSA, JEUNE VICTIME BELGE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

« Je m'appelle Benjamin Van Bunderen Robberechts, j'ai 19 ans. Je vous partage ici mon témoignage, comme je l'ai déjà fait à de nombreuses reprises depuis les événements de 2021. Même si à chaque fois, c'est très difficile pour moi. En juillet 2021, j'avais 14 ans. Mon amie Rosa en avait 15. On participait tous les deux à un camp d'été à Rendeux, dans la province du Luxembourg, avec plein d'autres jeunes activistes en devenir, portés par l'idée de changer le monde. Le 13 juillet, il s'est mis à pleuvoir, de plus en plus fort. Le lendemain matin, c'était le déluge. La petite rivière près du camp s'est soudainement mise à déborder. Une vague a déferlé sur Rosa et moi et nous avons été emportés par le courant. J'ai attrapé sa main, mais j'ai percuté un poteau de clôture qui m'a fait lâcher prise. Rosa a disparu dans le torrent.

Pendant les semaines qui ont suivi, je ne savais pas quoi faire. J'ai finalement contacté les amis et la famille de Rosa et, ensemble, on a décidé d'accompagner notre deuil par l'action. On a lancé la campagne « Climate Justice for Rosa », qui est pour nous une manière de commémorer la mémoire de Rosa et des 39 autres Belges qui ont trouvé la mort ce jour-là. Mais c'est aussi une manière de se battre pour obtenir des mesures politiques sérieuses. Face à l'inaction climatique, il faut arrêter de voir le changement climatique comme un problème distant ou abstrait. C'est une question de vie ou de mort, y compris près de chez nous.

J'ai alors passé plusieurs années à porter notre parole dans les COP, au parlement fédéral et au parlement européen. Ça a été beaucoup de travail et je n'avais pas forcément les codes. J'étais à peine adolescent. Mais j'ai vu que mon témoignage avait un impact sur les gens, et je suis fier d'avoir trouvé la force de le partager. Revenir sans cesse sur ce souvenir, c'est horrible, mais je continue de le faire parce que je dois le faire.

Le réalisateur Nic Baltazar m'a ensuite contacté, avec l'idée de mettre en scène mon témoignage sous la forme d'une pièce de théâtre, que j'ai donc co-écrite avec lui : « Pour Rosa ». J'ai compris que c'était le meilleur moyen de transmettre, par la voix d'un acteur, toute la force de la réalité que j'ai vécue. Au total, 150 représentations en néerlandais ont déjà eu lieu. Et ce vendredi 22 mai, c'est la première représentation francophone. »

A travers la campagne « Climate Justice for Rosa », Benjamin a obtenu la création d'une Journée mondiale des victimes du climat, fixée au 15 juillet. Mais son activisme ne s'arrête pas là : sensibilisation, actions de mobilisation, poursuite de Total Energies en justice. En trente ans à peine, le nombre de catastrophes climatiques a triplé et celles-ci causent déjà chaque année entre 60.000 et 100.000 décès dans le monde. C'est pourquoi, comme nous y invite Benjamin, chacun de nous doit trouver son rôle dans ce combat : que ce soit en décarbonant notre consommation, en nous impliquant dans les mouvements qui font pression sur les politiques (Youth for Climate, Grands-parents pour le climat, etc.) ou en prenant les bonnes décisions professionnelles.



Pour en savoir plus sur la pièce :
PourRosa.eu

Témoignage de
BENJAMIN VAN BUNDEREN ROBBERECHTS
(Survivant des inondations de 2021)





RAVIVER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ENTRE TRAVAILLEUR.EUSE.S ?



Autrefois pilier des luttes sociales, la solidarité internationale entre travailleur.euse.s, portée notamment par l'Association internationale des travailleurs fondée en 1864, a marqué les luttes syndicales et permis les grandes conquêtes sociales de notre temps. Mais avec la mondialisation et l'essor des politiques néolibérales, ces alliances se sont fragilisées. Comment raviver cette solidarité, aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour faire front commun face à l'aggravation des inégalités et à la crise écologique ?

Des travailleur.euse.s agricoles désolidarisé.e.s par la mondialisation



Pour Stephan Backes, praticien des droits humains chez FIAN International, les solidarités entre travailleur.euse.s se transforment. Dans le secteur agricole, par exemple, le capitalisme mondialisé fragmente les conditions de travail et renforce la concurrence entre travailleur.euse.s agricoles, industriels ou logistiques, au détriment des droits humains et des ruraux. La concentration des ressources productives entre les mains des multinationales prive de nombreuses communautés de leurs moyens de subsistance et affaiblit les bases d'une solidarité durable.

Souvent migrant.es et saisonnier.ère.s, les travailleur.euse.s agricoles restent en outre exclu.e.s des espaces de décision. Leur éloignement des centres de pouvoir et la faiblesse de leurs protections sociales compliquent leur organisation et leurs revendications. Selon Stephan, leur difficulté à s'unir pour défendre leur droit tient au pouvoir écrasant des entreprises transnationales et à la dépolitisation généralisée des enjeux alimentaires.

Des formes de solidarités qui (ré)émergent

Mais malgré tout, certaines dynamiques tiennent le cap. À l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes, par exemple, des mouvements belges et internationaux se sont à nouveau réunis cette année pour défendre la souveraineté alimentaire et dénoncer les accords de libre-échange. La présence de Batista do Nascimento da Silva, leader régional du Mouvement des sans-terre brésilien (MST), a rappelé l'importance de la solidarité internationale. Né sous la dictature militaire, le MST rassemble des travailleur.euse.s ruraux.ales qui occupent des terres inexploitées pour résister à l'accaparement foncier et construire leur propre modèle agricole face aux agro-industriels. Comme l'a souligné Batista : « Cette manifestation montre que nous avons partout des camarades solidaires de notre lutte et qu'ensemble nous pouvons résister à un système guidé par l'appât du gain, qui accapare les moyens de production des petits paysans en Amérique latine et en Europe. »

Dans ce contexte, organisations paysannes, syndicats et collectifs de travailleur.euse.s cherchent à tisser des alliances capables de dépasser les logiques de concurrence. Pour Stephan, cela implique de repolitiser les systèmes alimentaires et les chaînes de production mondiales en rendant visibles les rapports d'exploitation qui les structurent. Il insiste également sur la nécessité de mettre fin à l'impunité des entreprises transnationales et de contraindre les États à protéger les droits humains. « Sans transformation des rapports de pouvoir, la solidarité internationale risque de rester symbolique. »



NASTASJA MARCHAL
Volontaire

ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre



UN RENDEZ-VOUS

La Petite Foire Paysanne de Semel (25 et 26 juillet)

La Petite Foire, c'est deux jours de rencontres paysannes avec des conférences, débats, projections, ateliers et démonstrations pratiques sur la prairie.

L'objectif ? Proposer un contre-pied à la grande Foire agricole de Libramont, qui promeut majoritairement une agriculture conventionnelle, en montrant que d'autres voies sont possibles comme l'agroécologie et l'agriculture paysanne ancrée dans les territoires. Un moment festif et engagé qui vous attend !



www.lemap.be/la-petite-foire-les-editions/la-petite-foire



UNE CAMPAGNE

Soutenez notre action en justice #OnNeSeTairaPas !

Ils ont voulu nous faire taire. Nous contre-attaquons ! En 2018, le groupe industriel SOCFIN, contrôlé par le milliardaire français Vincent Bolloré, poursuivait en justice Humundi et d'autres ONG suite à un rapport qui dénonçait les violations des droits humains autour de ses plantations de caoutchouc en Sierra Leone (accaparements de terres, pollution, travail d'enfants, violences sexuelles).

C'est ce qu'on appelle une « procédure bâillon », qui a pour but de faire taire les ONG sous la pression psychologique, administrative et financière. Une stratégie de prédilection du groupe Bolloré. Mais il faut que cela cesse ! C'est pourquoi Humundi et ses alliés portent plainte contre SOCFIN pour poursuite abusive !



Soutenez l'action sur cncd.be/socfin.



UNE ACTION

Participer à un chantier collectif des Brigades d'Actions Paysannes

Envie de profiter du beau temps pour mettre les mains dans la terre et se reconnecter à la réalité ? Les Brigades d'Actions Paysannes (BAP) vous invite à venir prêter main forte aux petite.s producteur.rice.s qui portent la transition agroécologique en Belgique !

Le site des BAP reprend le calendrier des chantiers collectifs. Et il y en a pour tous les goûts : désherbage, récolte, construction, plantations de haies, etc. De quoi donner un coup de pouce décisif, l'espace d'une journée ou d'un week-end, à celles et ceux qui s'engagent au quotidien pour notre avenir. Tout en se reconnectant dans la convivialité avec les réalités de la terre qui nous nourrit !

<https://brigadesactionspaysannes.be>

